

BOURDON (Jérôme), *Haute fidélité. Pouvoir et télévision. 1935-1994*, Paris, Seuil, 1994, 374 pages.

A PRES *Histoire de la télévision sous de Gaulle* (Paris, INA-Anthropos, 1990), Jérôme Bourdon poursuit et élargit son étude des relations entre pouvoir et télévision : il propose ici une histoire de ces tumultueux rapports, de 1935 à 1994. La présentation est chronologique et scandée sous la Ve République par les septennats (partie I : « Dans l'ombre de la radio » 1935-1958 ; partie II : « Le monopole du général » 1958-1969 ; partie III : « Le temps des scandales » 1969-1974 ; partie IV : « Le grignotage du monopole » 1974-1981 ; partie V : « La course aux images » 1981-1993). Son étude ne peut toutefois être ramenée, comme cette présentation pourrait le laisser croire,

à des portraits de chefs d'État soucieux de maîtriser l'information et, plus largement, de régner sur une institution, source et objet de tous les fantasmes.

Sans doute, en première analyse, la télévision apparaît bien comme la « chose » des Présidents : De Gaulle qui « se sent à la fois propriétaire des ondes et dépositaire de l'intérêt national » (p. 58), a de l'information à la télévision une conception personnelle, militante et entend l'utiliser pour « rétablir l'équilibre » contre le point de vue de l'opposition. La célèbre déclaration de Pompidou : « L'ORTF, qu'on le veuille ou non, c'est la Voix de la France [...] ». Et par conséquent, ceux qui parlent à la télévision ou à France Inter, ils parlent un peu au nom de la France, et il y a une certaine hauteur de ton qui est la chose que, pour ma part, je leur demande » (p. 126), doit être entendue comme un démenti à la tentative de libéralisation menée par son Premier ministre, Jacques Chaban Delmas. Le style giscardien innove — le Président prend publiquement le contre-pied de G. Pompidou en affirmant que « les journalistes de télévision sont des journalistes comme les autres » (p. 171) — mais demeure très personnel, puisque jusqu'en 1978, c'est le chef de l'État lui-même qui se substitue au ministre de l'Information. Si l'élection de François Mitterrand fait naître des espérances chez les professionnels de la télévision, elle confirme aussi que la communication audiovisuelle est un « domaine réservé » du Président dont les arbitrages sont rendus publics (qu'il s'agisse de la composition de la Haute Autorité ou du choix d'un président de chaîne).

Certes, sous des modalités diverses, la volonté de soumettre la télévision est visible et constante : « Lois, décrets, coups de téléphone, nominations, recommandations, conversations, tout a été bon, tout reste bon pour tenter de maîtriser l'instrument » (p. 10). Certes les crises, provisoirement apaisées par des réformes, se succèdent et semblent mettre en scène les mêmes adversaires engagés dans le même conflit. Pourtant, l'histoire est plus complexe qu'il n'y paraît et l'auteur ne néglige aucun registre — politique, technique, sociologique, juridique — pour rendre compte de cette complexité. Ainsi, le remarquable « fouillis » de textes, déclarations, nominations et révocations témoigne-t-il moins d'une volonté politique clairement définie que de motivations diverses, souvent confuses, voire contradictoires. C'est que les « attentes » par rapport à la télévision évoluent et ressortissent de logiques parfois étrangères à la sphère politique. L'auteur explique ainsi la « conversion » de l'UDF et du RPR à la télévision commerciale, soudain parée en 1984 de toutes les vertus, non seulement par des considérations politiques (« privés de pouvoir, UDF et RPR ne veulent plus du monopole de l'information » — p. 261 —) mais aussi par des motivations commerciales communes à la plupart des pays européens : « En temps de crise économique, la télévision va devenir un formidable outil de divertissement et de promotion publicitaire » (p. 261).

De même, « les vœux des hommes politiques ne sont pas toute notre histoire » (p. 11), précise J. Bourdon qui accorde une grande attention aux groupes professionnels engagés dans l'aventure de la radiotélévision. Ainsi les ingénieurs, techniciens et surtout les réalisateurs (catégorie « seigneuriale » de l'ORTF) ont-ils beaucoup pesé, au temps de l'organisation unique, sur l'adoption d'une politique de la télévision ou sur la définition de ses missions. A partir de 1975, ces groupes, désorganisés et affaiblis par l'éclatement de l'ORTF, ne sont plus à même d'exercer cette influence et le pouvoir dans les sociétés de télévision devient celui des entrepreneurs et notamment des producteurs-animateurs. Dans les années quatre-vingt, « le financement commercial est un formidable accélérateur des mutations esquissées depuis la réforme de 1974 : les genres et les métiers privilégiés, les modes d'appréciation des programmes, en quelques années, à partir de 1986, tout est bouleversé » (p. 317). Transformations notamment illustrées par l'importance prise, dans les télévisions privées, par les « programmeurs » censés connaître l'alchimie de la relation entre le programme et l'audience et par les annonceurs qui « voient enfin leurs vœux comblés » (p. 320-321).

La richesse du livre résulte aussi de l'abondance et de la diversité des sources utilisées (monographies, ouvrages historiques, essais, débats parlementaires, archives,

témoignages, presse...). Il donne à comprendre la subtilité des mécanismes de censure qui, loin de se résumer à la suspension d'un présentateur de journal télévisé, peut prendre la forme d'une recommandation d'un directeur de l'information au présentateur du jour : « Mon cher Pasteur, ce soir, avant d'être objectif, il s'agit d'être Français » (p. 67).

Il encourage le lecteur à manier prudemment les idées communes relatives à la télévision. On découvre par exemple qu'il y a une trentaine d'années, le « petit écran », loin de subir le déficit de légitimité que nous lui connaissons, jouissait d'une telle faveur que le Président de la République ne se cachait pas d'être un téléspectateur assidu et passionné notamment par le sport et « Intervilles » (p. 57).

Il incite enfin à prendre quelque distance par rapport à l'actualité immédiate : se souvient-on aujourd'hui, qu'en 1985, lors de la création de *La Cinq*, Silvio Berlusconi, « affichant [...] des sympathies socialistes » (p. 266), est recommandé à F. Mitterrand par Bettino Craxi ? Se souvient-on d'une de ses idées qui plut alors au chef de l'État français : « Faire un pôle TV de l'Europe du Sud, social-démocrate, contre celui de l'Europe du Nord, plutôt démocrate-chrétienne et conservatrice » (p. 267).

On l'aura compris, l'ouvrage de J. Bourdon est un outil précieux pour qui s'intéresse à la télévision comme dispositif et enjeu de pouvoir. Certains points, et notamment celui consacré à « la médiatisation des experts », mériteraient pourtant une analyse plus fine. On peut ainsi, avec l'auteur, reconnaître l'importance croissante du rôle des conseillers et responsables de communication, mais il apparaît difficile de le suivre lorsqu'il voit dans cette médiation un « facteur de « l'émancipation » du petit écran » (p. 305). Il est vrai que ces experts s'interposant entre politique et télévision, celle-ci peut alors prétendre échapper aux pressions directes du Pouvoir. Mais elle y gagne moins la liberté que l'assujettissement à de nouveaux maîtres. De ces nouvelles règles contraignantes, J. Bourdon lui-même fournit une illustration, lorsque à propos d'un récent face-à-face entre candidats à l'élection présidentielle, il rapporte ce mot d'un journaliste « dépossédé comme ses confrères » : « Ce n'était pas une émission de télévision, mais une émission à la télévision » (p. 216). On rejoindra toutefois l'auteur dans ses conclusions pour le moins mitigées quant à la place de la télévision dans le débat démocratique. On peut en effet adhérer à l'idée d'« émancipation » à la condition de ne pas trop noircir le passé et de ne pas « éviter une interrogation sur les contraintes de présent » (p. 324) et, par exemple, sur le maniement des chiffres comme unique mesure du « professionnalisme ». De même peut-on reconnaître à la télévision quelques « vertus démocratiques » si on n'oublie pas qu'elle est « sans cesse menacée d'encourager une démocratie du dérisoire » (p. 329).

Brigitte Le Grignou
Centre de recherches et d'études politiques
Université Paris IX